



Lundi 22 octobre 2012

## Tous dans le même bateau :

### *Avis de tempête sociale en Europe !*

Ce samedi, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté au Royaume-Uni contre la politique d'austérité du Premier ministre David Cameron. Son gouvernement venait d'annoncer qu'il allait encore tailler dans les dépenses sociales, en annulant par exemple l'aide au logement pour les moins de 25 ans. Le chômage des jeunes n'a jamais été aussi fort, et ils étaient nombreux à manifester à Londres, Glasgow en Écosse ou Belfast en Irlande du Nord, aux côtés des pompiers, infirmières, enseignants et bien d'autres catégories.

Partout en Europe, au Nord comme au Sud, la population est confrontée à ces attaques. En Grèce s'est déroulée cette semaine la deuxième grève générale du mois d'octobre, contre de nouvelles baisses des salaires et des retraites. Les manifestations rassemblaient les salariés du public et du privé mais aussi de nombreux petits commerçants. Une nouvelle grève est prévue le 14 novembre, date à laquelle les syndicats portugais et peut-être espagnols appelleront aussi à se mobiliser.

Dans tous les pays, de l'Espagne à l'Irlande, de la Grèce à l'Angleterre, tout comme en France, les gouvernements de gauche ou de droite s'entendent pour faire payer la population. Une servilité envers les plus riches qui est si visible qu'elle provoque la colère, comme au Portugal où le Premier ministre est maintenant surnommé « *le Robin des bois des patrons* » !

#### ***En France, la tourterelle du MEDEF***

Hollande n'en est plus très loin depuis l'affaire des « pigeons », dont il n'est pas difficile de deviner qui est le pigeon de qui. Un chahut en ligne suffit à faire roucouler le gouvernement aux oreilles du patronat. Tous invoquent la « crise », mais derrière ce refrain se cache uniquement la volonté de sauvegarder les profits des plus grosses entreprises. Et pour cela, tout est bon : fermetures d'entreprises, suppressions d'emplois, qui sont souvent présentées comme des plans de départs volontaires mais vont tout autant envoyer les

salariés à Pôle emploi, ou plans dits de « compétitivité ». Renault vient ainsi d'imposer à ses trois usines espagnoles le blocage des salaires jusqu'en 2016, des baisses de primes et l'augmentation du nombre d'heures de travail annuelles. Un avant-goût de ce qu'ils entendent imposer à leurs salariés en France, tout comme PSA l'a déjà fait cet été à Sevelnord.

Face à cette situation, la colère monte. Il ne se passe pas un jour sans qu'on entende parler de mobilisation des travailleurs : les Petroplus à Rouen ou les Technicolor à Angers dont la liquidation judiciaire de l'entreprise vient d'être prononcée dans les deux cas ; les PSA qui se battent contre le plan de 8 000 suppressions d'emplois et la fermeture du site d'Aulnay-Sous-Bois. Et bien d'autres.

Le cynisme de leur patron a mobilisé les salariés d'Ikea en grève ce week-end : diviser par trois la prime d'intéressement qui équivalait jusque là presque à un 13<sup>e</sup> mois, alors que le chiffre d'affaire a lui augmenté de 3,2 % cette année, ne passe vraiment pas !

#### ***Pour un jeudi chaud, ce 25 octobre !***

Tout le problème serait de coordonner ces luttes, pour que chacun ne se retrouve plus isolé. Cette semaine, plusieurs actions sont prévues : jeudi 25 octobre les salariés de PSA manifestent le matin au siège, avenue de la Grande Armée, puis l'après-midi à Bercy où doit se tenir une rencontre tripartite État-syndicats-PSA organisée par le gouvernement. Le même jour, les salariés de la SNCF sont appelés à la grève, tout comme les Sanofi qui affrontent eux aussi un plan de suppressions d'emplois. Le lendemain ce sont les salariés d'Air France qui sont appelés à la grève contre les 5 122 suppressions d'emplois prévues par le plan Transform 2015.

Ces actions sont pour tous les travailleurs qui le souhaitent l'occasion de prendre des contacts, quels que soient les secteurs, pour préparer la suite.

## ***Tous mobilisés le 25 octobre !***

La direction a mis à l'ordre du jour du prochain Comité Central d'Entreprise le 25 octobre à 8h du matin un point sur les mutations. Elle demande aux syndicats de lever le gel des prêts de main d'œuvre en interne, avant toute négociation sur l'avenir du site et avant qu'un plan « social » de licenciements soit mis en place.

Ces prêts sont prévus par la direction sur des bases minimales pour les salariés. Et ceux qui partiraient, avec un avenant sur le contrat de travail, en espérant ainsi retrouver une place dans le groupe, n'auraient aucune garantie pour leur avenir car il ne s'agit pas de mutations mais de prêts temporaires. Après avoir vidé l'usine, qu'est-ce qui empêchera la direction de les jeter eux aussi, hors de toute négociation collective ?

Les travailleurs d'Aulnay devront être nombreux le 25 pour se faire entendre de PSA et de syndicats qui hésiteraient face au chantage patronal.

## ***La parole d'un patron ne vaut pas un clou***

Le 16 octobre au matin, 6 salariés du secteur EVN ont débrayé peu après leur arrivée. Le RG, un drôle d'oiseau, leur a tendu le démenti de la direction avec un grand sourire. Ce qui les a poussés à aller au montage déclencher la grève.

On voit ce que vaut la parole d'un directeur, et même sa signature. Il faut toujours se tenir prêt à se mobiliser pour leur faire faire ce sur quoi ils se sont engagés.

Mercredi dernier, PSA a dû comprendre qu'à ce petit jeu, elle n'est pas sûre d'en sortir la tête haute.

## ***Flashé***

Le tract SIA du 17 octobre nous donne l'information toute crue. « *Le 6e groupe de concertation* » a eu lieu à Poissy entre organisations syndicales, dont le SIA, et la direction.

Les travailleurs qui sont directement concernés n'en faisaient pas partie. Tout se fait derrière leur dos. A croire que ce ne sont pas eux qui sont menacés d'être jetés à la rue.

Pourtant, c'est possible qu'ils revendiquent eux-mêmes. Le 16 octobre au soir, Weill avait bien accepté qu'une délégation d'ouvriers du rang participe aux négociations. Preuve que lorsque la direction est dans ses petits souliers, l'impossible devient possible.

## ***La colère aussi doit faire boule de neige***

Encore des licenciements ! Alcatel Lucent prévoit de supprimer 1430 emplois en France. Mais cette annonce s'ajoute à beaucoup d'autres : 556 à Bouygues Télécom, 914 à Sanofi et une centaine à Ipsen (labos pharmaceutiques), 470 à Pétroplus et 370 à LyondellBasell (raffineries), 325 à Honeywell (équipementier auto dans le Calvados), 1400 à

Rennes, 3000 à Aulnay chez PSA, 147 à Novatrans (ancienne filiale SNCF), 850 au Crédit Agricole, 533 à Carrefour, 1000 à Doux... etc.

Ne restons pas isolés, unifions nos forces pour ne pas perdre chacun dans notre coin.

## ***L'État aux petits soins pour le licencié***

La banque PSA Finance, filiale crédit de PSA, a réalisé un bénéfice de 271 millions d'euros au seul premier trimestre 2012, ce qui ne l'empêche pas de se prétendre en difficulté à cause du recul des ventes automobiles. Pas de souci ! Le ministre Moscovici s'apprête à voler à son secours en garantissant ses nouveaux emprunts à hauteur de 4 milliards d'euros. Quand PSA annonce la suppression de 8 000 postes en France, le gouvernement ne lève pas le petit doigt, mais s'apprête à mettre 4 milliards d'euros d'argent public en réserve pour « sauver » les actionnaires.

## ***Paix des affaires et guerre aux peuples !***

L'Union Européenne a reçu le Nobel de la Paix... en menant la guerre sociale contre les travailleurs. Merkel et Hollande se servent de l'UE pour imposer aux classes populaires de toute l'Europe des plans d'austérité dramatiques, pour renflouer les actionnaires des grandes banques. De quoi décerner au Comité norvégien le Nobel de la Blague ou peut-être celui du Cynisme !

## ***Un massacre censuré...***

Le 17 octobre 1961, la police française a assassiné au moins 200 Algériens en les jetant dans la Seine et en a tabassé plusieurs milliers d'autres alors qu'ils manifestaient, en pleine guerre d'Algérie, pour l'indépendance. Hollande, 51 ans après, s'est résolu à reconnaître la « sanglante répression ». La droite et l'extrême-droite sont montées au créneau contre les 40 mots bien timides prononcés par le président. Le chef des députés UMP a même jugé « *intolérable de mettre en cause la police républicaine* » qui était dirigé à l'époque par le sinistre préfet de police Maurice Papon... 51 ans après, ces députés puent toujours autant le racisme.

***Meeting NPA le jeudi 25 octobre  
Avec Philippe Poutou, Olivier Besancenot  
et des travailleurs en lutte  
Salle Japy, à 20h, Paris 11°***

Austérité, licenciements, fermetures d'usines, chaque jour une nouvelle attaque contre les travailleurs est annoncée. L'austérité, qu'elle soit de gauche comme de droite, on la combat !